**RÉPUBLIQUE DU CONGO**
**UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS**
**********
**MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**
**********

# RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

## *AU 31 MARS 2026*

**MAI 2026**

# SOMMAIRE

**INTRODUCTION** ..... **5**
**EXECUTION DU BUDGET AU 31 MARS 2026** ..... **6**
**1.1 Rappel de la loi de finances 2026** ..... **6**
**1.2 Réalisations budgétaires au 31 mars 2026** ..... **7**
**1.3 Exécution des recettes budgétaires** ..... **7**
1.3.1 Recettes fiscales ..... 8
1.3.1.1 Impôts et taxes intérieurs ..... 9
1.3.1.2 Droits et taxes de douanes ..... 9
1.3.2 Dons et legs et fonds de concours ..... 10
1.3.3 Cotisations Sociales ..... 10
1.3.4 Autres recettes ..... 10
1.3.4.1 Recettes pétrolières ..... 10
1.3.4.2 Recettes de portefeuille ..... 10
1.3.4.3 Droits et frais administratifs ..... 11
1.3.4.4 Vente de gaz ..... 11
1.3.4.5 Redevance forestière ..... 11
**1.4 Exécution des dépenses budgétaires** ..... **11**
1.4.1 Dépenses du budget général ..... 12
1.4.1.1 Charges financières de la dette ..... 12
1.4.1.2 Dépenses de personnel ..... 12
1.4.1.3 Dépenses de biens et services ..... 12
1.4.1.4 Dépenses de transfert ..... 13
1.4.1.5 Dépenses d'investissement ..... 13
1.4.1.6 Autres dépenses ..... 13
1.4.2 Dépenses des budgets annexes ..... 14
1.4.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor ..... 14
**1.5 Exécution des dépenses par programme et dotation** ..... **14**
1.5.1 Dépenses par programme ..... 14
1.5.2 Dépenses par dotation ..... 14
**1.6 Exécution des dépenses sociales** ..... **14**
1.6.1 Dépenses sociales par nature ..... 15
1.6.2 Dépenses sociales par secteur ..... 15
**EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 MARS** ..... **17**
**2.1 Solde budgétaire global** ..... **17**

**2.2 Solde primaire de base ..... 17**
**2.3 Solde primaire de base hors pétrole ..... 17**
**OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN MARS ..... 18**
**3.1 Situation du financement extérieur ..... 18**
3.1.1 Tirages ..... 18
3.1.2 Amortissement de la dette extérieure ..... 18
**3.2 Situation du financement intérieur ..... 18**
3.2.1 Apport du système bancaire ..... 18
3.2.2 Titre publics non-résidents ..... 18
3.2.3 Remboursement de la dette intérieure ..... 18
**3.3 Solde de financement et de trésorerie ..... 19**
**Annexe 1 : Exécution des recettes du budget de l'Etat au 31 mars 2026 ..... 22**
**Annexe 2 : Execution des recettes des impôts et taxes au 31 mars 2026 ..... 23**
**Annexe 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat au 31 mars 2025 ..... 24**
**Annexe 4 : Execution des dépenses par programme au 31 mars 2026 ..... 25**
**Annexe 5 : Execution des dépenses par dotation au 31 mars 2026 ..... 28**
**Annexe 6 : Execution des dépenses sociales par secteur au 31 mars 2026 ..... 29**
**Annexe 7 : Situation des soldes du budget de l'Etat au 31 mars 2026 ..... 30**

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 7
Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin mars 2026 (en milliards de FCFA) .... 8
Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 9
Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 11
Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 20

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 mars 2025 (en milliards de FCFA) ..... 8
Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 12
Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 13
Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 mars 2026 ..... 15
Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA) ..... 17

# INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'État au 31 mars 2026 s'inscrit dans un environnement économique international marqué par un regain d'incertitudes lié aux tensions géopolitiques observées au Moyen-Orient depuis la fin du mois de février 2026. Cette situation a contribué à accentuer la volatilité des marchés des matières premières, à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et à modifier les perspectives de croissance économique à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, le fonds monétaire international a révisé ses projections macroéconomiques dans son édition du mois d'avril 2026, des perspectives économiques mondiales. Les projections de croissance mondiale demeurent orientées à la baisse, sous l'effet du ralentissement du commerce international, du renchérissement des coûts énergétiques et logistiques ainsi que du durcissement des conditions de financement sur les marchés internationaux. En Afrique subsaharienne comme au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), les prévisions de croissance pour l'année 2026 ont également été revues à la baisse.

Pour la République du Congo, ces évolutions constituent des facteurs de risque susceptibles d'affecter l'exécution budgétaire, notamment à travers les fluctuations des recettes pétrolières, l'évolution des prix des importations stratégiques, les conditions de financement extérieur ainsi que le rythme de l'activité économique nationale. Toutefois, l'incidence de ces facteurs demeure encore limitée sur les résultats observés au cours du premier trimestre, compte tenu du caractère progressif de leur transmission à l'économie réelle et aux finances publiques.

À fin mars 2026, l'exécution du budget de l'État fait ressortir une amélioration de la mobilisation des ressources budgétaires et une progression soutenue de l'exécution des dépenses par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les recettes budgétaires se sont établies à 431,3 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 16,9 %, contre 374,8 milliards de FCFA (14,7 %) un an auparavant. Les dépenses budgétaires ont atteint 429,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 18,5 %, contre 306,3 milliards de FCFA (13,9 %) à fin mars 2025. Il en résulte un solde budgétaire excédentaire de 2,0 milliards de FCFA.

Ces résultats traduisent une exécution budgétaire globalement maîtrisée au cours du premier trimestre de l'exercice 2026. Ils demeurent néanmoins à apprécier avec prudence au regard des risques externes persistants et des effets différés que pourraient exercer les évolutions de la conjoncture internationale sur les finances publiques au cours des prochains trimestres.

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation d'exécution du budget de l'État au 31 mars 2026. Il est articulé autour de trois chapitres. Le premier analyse les résultats de l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses. Le deuxième présente l'évolution des principaux soldes budgétaires. Le troisième examine les opérations de trésorerie et de financement réalisées au cours de la période sous revue.

# EXECUTION DU BUDGET AU 31 MARS 2026

## 1.1 Rappel de la loi de finances 2026

Adopté par le Parlement en décembre 2025, la loi de finances pour l'année 2026 s'inscrit dans les orientations stratégiques du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT 2026-2028).

Dans son contenu, le budget de l'Etat est arrêté à la somme de 2 550,5 milliards de FCFA en recettes et 2 320,2 milliards de FCFA en dépenses. Il se dégage un excédent budgétaire prévisionnel évalué à 230,4 milliards de FCFA.

S'agissant du financement et de la trésorerie, la loi de finances prévoit les ressources et les charges respectivement à 1 240,4 milliards de FCFA et 1 470,7 milliards de FCFA. Il en ressort un déficit de financement et de trésorerie de 230,4 milliards de FCFA intégralement couvert et résorbé par l'excédent budgétaire prévisionnel.

En somme, la loi de finances 2026 se présente en grandes lignes, en milliards de FCFA, ainsi qu'il suit :

| | |
|---|---|
| Budget général | |
| Recettes | 2 369,6 |
| Dépenses | 2 139,3 |
| | |
| Budgets annexes | |
| Recettes | 9,2 |
| Dépenses | 9,2 |
| | |
| Comptes spéciaux du trésor | |
| Recettes | 171,7 |
| Dépenses | 171,7 |
| | |
| Trésorerie et financement | |
| Ressources | 1 240,4 |
| Charges | 1 470,7 |
| | |
| Gap de financement | 0,0 |

## 1.2 Réalisations budgétaires au 31 mars 2026

Au 31 mars 2026, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 431,3 milliards de FCFA (16,9%) et 429,3 milliards de FCFA (18,5%) contre 474,2 milliards de FCFA (18,6%) et 364,4 milliards de FCFA (16,6%) l'année dernière à la même période. Il se dégage un excédent budgétaire de 2,0 milliards de FCFA contre 109,8 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période.

Par ailleurs, le budget général est exécuté en recettes à 413,4 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 369,6 milliards de FCFA (17,4%), contre 458,5 milliards de FCFA (19,0%) une année auparavant, à la même période. Les dépenses se sont établies à 411,3 milliards de FCFA (19,2%) pour une prévision de 2 139,3 milliards de FCFA, contre 348,7 milliards de FCFA (16,9%) l'année passée à la même période.

Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,4 milliard de FCFA pour des prévisions de 9,2 milliards de FCFA avec un même taux de réalisation de 3,9%.

S'agissant des comptes spéciaux du trésor, ils sont exécutés en recettes et en dépenses à 17,6 milliards de FCFA (10,2%) contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%), l'année passée à la même période.

**Tableau 1: Exécution par type de budget à fin mars 2026 (en milliards de FCFA)**

| TYPES DE BUDGET | RECETTES | | | DEPENSES | | | SOLDE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prévisions | Exécution | (%) | Prévisions | Exécution | (%) | Prévisions | Exécution |
| Budget général | 2 369,6 | 413,4 | 17,4 | 2 139,3 | 411,3 | 19,2 | 230,4 | 2,0 |
| Budgets annexes | 9,2 | 0,4 | 3,9 | 9,2 | 0,4 | 3,9 | 0,0 | 0,0 |
| Comptes spéciaux du trésor | 171,7 | 17,6 | 10,2 | 171,7 | 17,6 | 10,2 | 0,0 | 0,0 |
| **TOTAL BUDGET DE L'ETAT** | **2 550,5** | **431,3** | **16,9** | **2 320,2** | **429,3** | **18,5** | **230,4** | **2,0** |

Source: **DGB**

## 1.3 Exécution des recettes budgétaires

A fin mars 2026, les recettes budgétaires réparties en grande masse, sont exécutées ainsi qu'il suit :

- recettes fiscales, prévues à 1 255,0 milliards de FCFA, sont réalisées à 250,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 19,9 %. Ces réalisations sont en baisse de 5,8% par rapport au niveau de 2025 et à la même période, qui était de 265,3 milliards de FCFA (24,7%) ;
- recettes non fiscales, prévues à 1 295,5 milliards de FCFA, sont exécutées à 181,3 milliards de FCFA, soit un taux de 14,0%. Elles sont en baisse de 27,6 milliards de FCFA (13,21%) par rapport au niveau atteint en 2025 et à la même période.

La décomposition des recettes non fiscales se présente comme suit :

- dons et legs et fonds de concours, prévus à 79,5 milliards de FCFA, sont mobilisés à 1,5 milliards de FCFA (1,8%) ;
- cotisations sociales, recouvrées à 16,9 milliards de FCFA (17,7%) contre 15,6 milliards de FCFA (17,2%) à fin mars 2025 ;

- autres recettes, prévues à 1 120,3 milliards de FCFA, sont exécutées à 162,9 milliards de FCFA, soit un taux de 14,5%. Comparées au niveau atteint au 31 mars 2025, ces recettes sont en baisse de 15,7%.

**Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin mars 2026 (en milliards de FCFA)**

| | LFI 2026 | Réal. |
|---|---|---|
| Recettes fiscales | 1 255,0 | 250,0 |
| Dons et legs et fonds de concours | 79,5 | 1,5 |
| Cotisations sociales | 95,7 | 16,9 |
| Autres recettes | 1 120,3 | 162,9 |
| **Total** | **2 550,5** | **431,3** |

Source: **DGB_DEP**

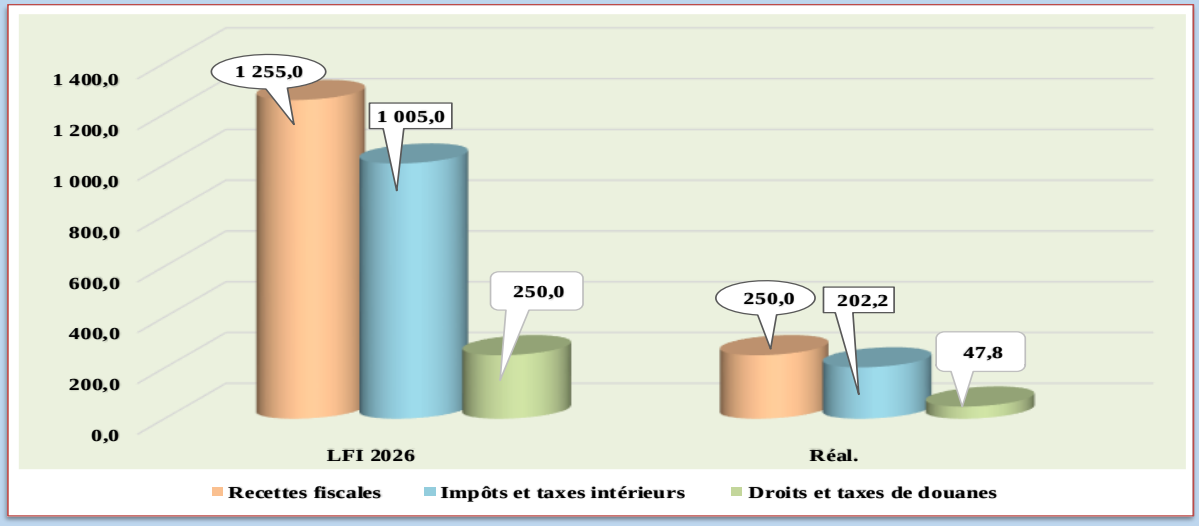
### 1.3.1 Recettes fiscales

Au 31 mars 2026, les recettes fiscales sont mobilisées à 250,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 19,9%. La contribution de ces deux composantes se présente de la manière suivante :

- impôts et taxes intérieurs, recouvrés à 202,2 milliards de FCFA (20,1%) contre 220,6 milliards de FCFA (24,7%) une année auparavant et à la même période ;
- droits et taxes de douanes, réalisés à 47,8 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 19,1%. Ils sont en augmentation de 3,1 milliards de FCFA (6,9%) par rapport au niveau de réalisation de 2025 à la même période.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes fiscales au 31 mars.

**Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**




Source: **DGB_DEP**

### 1.3.1.1 Impôts et taxes intérieurs

Les impôts et taxes intérieurs mobilisés sont en baisse de 18,4 milliards de FCFA (8,3%) par rapport au niveau d'exécution de 2025 à la même période.

La répartition par nature des impôts et taxes intérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- taxe sur la valeur ajoutée, recouvrée à 66,9 milliards de FCFA contre 68,7 milliards de FCFA en 2024 ;

- impôts sur le revenu des personnes physiques, mobilisés à 48,2 milliards de FCFA contre 49,0 milliards de FCFA à fin décembre 2024 ;

- impôts sur les sociétés, perçus à 60,7 milliards de FCFA contre 64,9 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période ;

- droits d'accises, recouvrés à 9,3 milliards de FCFA contre 6,4 milliards de FCFA au 31 décembre de l'année passée ;

- droits d'enregistrement et de timbre mobilisés à 4,6 milliards de FCFA contre 5,8 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe sur les transferts des fonds, mobilisée à 4,1 milliards de FCFA contre 3,9 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe unique sur les salaires, mobilisée à 1,9 milliards de FCFA contre 3,1 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

### 1.3.1.2 Droits et taxes de douanes

Pour une prévision de 250,0 milliards de FCFA, les recettes de droits de douane sont réalisées à 47,8 milliards de FCFA à fin mars 2026 (19,1%) contre 44,7 milliards de FCFA (24,7%) une année auparavant et à la même période.

Par ailleurs, les exonérations accordées par l'Etat sont en baisse de 31,7 milliards de FCFA (16,2%) par rapport au niveau de réalisation de 2025 et à la même période.

Le tableau ci-après illustre l'état des exonérations au 31 mars 2026.

**Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**

| | | | | Total au 31 Mars | | (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Janvier | Février | Mars | 2 026 | 2 025 | Variation |
| **Exonérations dues au secteur pétrolier** | **33,5** | **28,3** | **41,3** | **103,0** | **99,1** | **4,0** |
| **Exonérations réglementaires** | **15,4** | **22,7** | **16,8** | **54,9** | **95,6** | **-42,6** |
| *Exonérations réglementaires douanières* | *9,0* | *10,8* | *11,1* | *30,9* | *78,9* | **-60,8** |
| *Contribution de l'Etat à l'investissement* | *6,4* | *11,9* | *5,7* | *24,0* | *16,8* | 43,1 |
| **Exonérations exceptionnelles** | **0,8** | **4,2** | **0,8** | **5,9** | **0,8** | **616,2** |
| **Total** | **49,7** | **55,2** | **58,9** | **163,8** | **195,5** | **-16,2** |

Source : **DGB_DGDDI**

### 1.3.2 Dons et legs et fonds de concours

Pour une enveloppe prévisionnelle de 79,5 milliards de FCFA, les dons et legs et fonds de concours sont mobilisés à 1,5 milliards de FCFA (1,8%).

### 1.3.3 Cotisations Sociales

Prévues à 95,7 milliards de FCFA, les cotisations sociales sont recouvrées à 16,9 milliards de FCFA (17,7%) contre 15,6 milliards de FCFA (17,2%) l'année passée et à la même période. Ces cotisations se répartissent ainsi qu'il suit :

- part patronale au profit de la CRF, recouvrée à hauteur de 10,5 milliards de FCFA ;
- part patronale au profit de la CNSS, recouvrée à 1,0 milliard de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CRF, recouvrée à 5,2 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CNSS, recouvrée à hauteur de 0,1 milliard de FCFA.

### 1.3.4 Autres recettes

Les autres recettes, prévues à 1 120,3 milliards de FCFA, sont recouvrées à 162,9 milliards de FCFA (14,5%) au 31 mars 2026 contre 193,3 milliards de FCFA (14,7%) l'année passée, à la même période. La réalisation de ces recettes est tirée essentiellement par les recettes pétrolières à 145,3 milliards de FCFA (15,1%).

La réalisation des autres recettes par différentes rubriques se présente ainsi qu'il suit :

#### 1.3.4.1 Recettes pétrolières

Pour une prévision de 963,0 milliards de FCFA, ces recettes sont réalisées à 145,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 15,1%. Ces réalisations sont en diminution de 39,1 milliards de FCFA (21,2%) comparées au niveau de fin mars 2025 (184,4 milliards de FCFA).

Les recettes pétrolières sont structurées de la manière suivante :

- produits de vente de cargaisons comprenant les ventes des droits à huile de l'Etat, prévus à 834,6 milliards de FCFA, sont exécutés à 81,0 milliards de FCFA contre 143,7 milliards de FCFA à fin mars 2025;
- produits de commercialisation (PID, redevance d'autoconsommation…), recouvrés à 31,4 milliards de FCFA contre 19,1 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- transferts pétroliers ou déduction directe sur les droits à huiles de l'Etat par les tiers, réalisés à 32,6 milliards de FCFA contre 20,6 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- bonus pétrolier prévu à 44,0 milliards de FCFA, n'a pas connu de mobilisation, contre 1,1 milliard de FCFA à fin mars 2025.

#### 1.3.4.2 Redevance superficiaire

Pour une prévision de 3,0 milliards de FCFA, la redevance superficiaire est recouvrée à 1,5 milliard de FCFA contre 0,1 milliard de FCFA à fin mars 2025.

### 1.3.4.3 Droits et frais administratifs

Pour une prévision de 24,1 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs sont recouvrés à 3,2 milliards de FCFA, soit 13,2% des prévisions de l'année. Ces recettes sont en hausse de 1,9 milliard de FCFA (146,1%) par rapport à 2025 et à la même période.

### 1.3.4.4 Vente de gaz

Elle est réalisée à 3,6 milliards de FCFA pour une prévision de 81,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 4,5%, contre 0,2 milliard de FCFA (0,9%) au 31 mars 2025.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations des autres recettes à fin mars 2026.

**Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**

| | LFI 2026 | Réal. | %Réal |
|---|---|---|---|
| **Autres recettes** | **1 120,3** | **162,9** | **14,5** |
| Recettes pétrolières | 963,0 | 145,3 | 15,1 |
| Redevance forestière | 14,1 | 4,4 | 31,0 |
| Redevance minière | 1,0 | 0,1 | 9,3 |
| Intérêts des prêts | 0,0 | 0,0 | |
| Dividendes | 32,2 | 0,0 | 0,0 |
| Redevance du domaine de télecommunication | 0,0 | 3,5 | |
| Redevance superficiaire | 3,0 | 1,5 | |
| Redevance sur les transactions électronique | 0,0 | 1,1 | |
| Autres recettes non fiscales | 0,0 | 0,2 | |
| Amendes et condamnations pécuniaires | 2,0 | 0,0 | 0,0 |
| Droits et frais administratifs | 24,1 | 3,2 | 13,2 |
| Vente de gaz | 81,0 | 3,6 | 4,5 |

Source: **DGB_DEP**

## 1.4 Exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 429,3 milliards de FCFA à fin mars 2026, pour des prévisions de 2 320,2 milliards de FCFA (18,5%), contre 364,4 milliards de FCFA (16,6%) en 2025 et à la même période. Ce niveau de réalisation est tiré principalement par les dépenses de personnel avec un niveau d'exécution de 108,8 milliards de FCFA (25,0%).

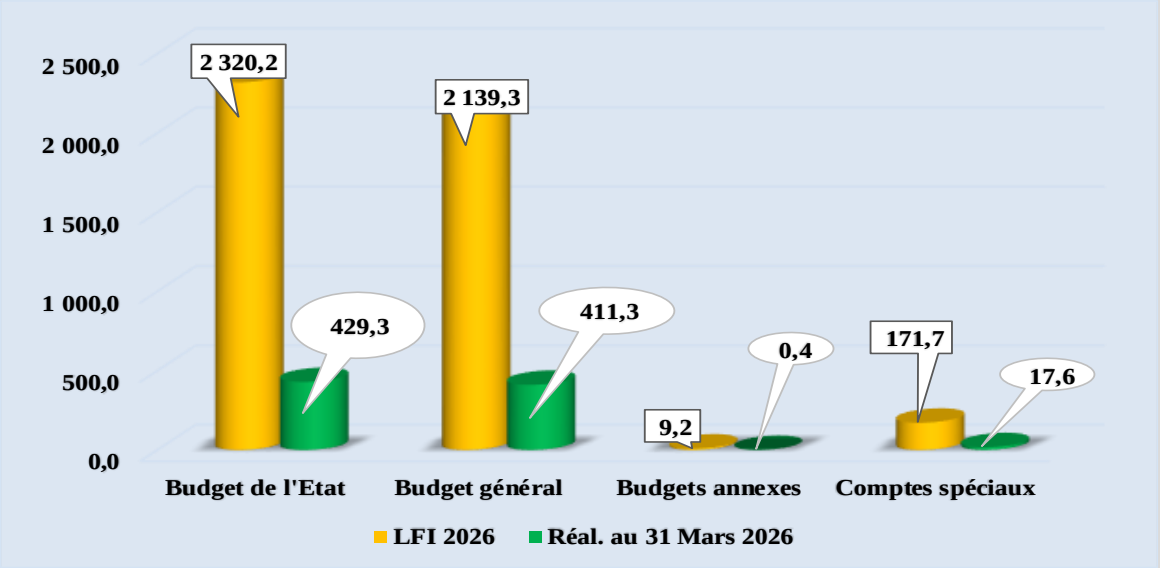
Au titre du budget général, prévues à 2 139,3 milliards de FCFA, les dépenses sont ressorties à 411,3 milliards de FCFA (19,2%) contre 348,7 milliards de FCFA (16,9%) à fin mars 2025, soit une augmentation de 17,9%.

Les dépenses des budgets annexes sont exécutées à 0,4 milliard de FCFA (3,9%), contre 0,0 milliard de FCFA (0,4%) à fin mars 2025.

Les comptes spéciaux sont réalisés à 17,6 milliards de FCFA (10,2%) contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%) en 2025 et à la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses de l'Etat à fin mars 2026.

**Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**




Source: **DGB_DEP**

### 1.4.1 Dépenses du budget général

Prévues à 2 139,3 milliards de FCFA, les dépenses du budget général sont exécutées à 411,3 milliards de FCFA, soit 19,2% des prévisions. Ces dépenses sont en hausse de 62,6 milliards de FCFA (17,9%) comparées au niveau des dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui était de 348,7 milliards de FCFA (16,9%).

Par grandes rubriques économiques, l'exécution des dépenses du budget général se présentent de la manière suivante :

#### 1.4.1.1 Charges financières de la dette

Prévues à 193,1 milliards de FCFA, les charges financières de la dette sont exécutées à 81,5 milliards de FCFA à fin mars 2026, soit 42,2% des prévisions de l'année. Le niveau d'exécution de ces dépenses est en hausse de 12,2 milliards de FCFA (17,6%) comparé à celui atteint une année auparavant à la même période, soit 69,3 milliards de FCFA (20,9%).

Ces charges sont payées à 58,1 milliards de FCFA contre 49,6 milliards de FCFA en mars 2025 pour la dette intérieure et à 23,4 milliards de FCFA contre 19,8 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

#### 1.4.1.2 Dépenses de personnel

Au 31 mars 2026, les dépenses de personnel sont exécutées à 108,8 milliards de FCFA pour un objectif annuel de 435,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 25,0%. Ce niveau d'exécution est en hausse de 8,5 milliards de FCFA (8,5%) comparé à celui atteint en 2025 à la même période, qui était de 100,3 milliards de FCFA (23,3%).

### 1.4.1.3 Dépenses de biens et services

Pour une prévision de 238,4 milliards de FCFA, les biens et services sont exécutées à 42,4 milliards de FCFA (17,8%) à fin mars 2026, contre 66,2 milliards de FCFA (31,5%) à la même période en 2025.

### 1.4.1.4 Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert sont exécutées à 88,3 milliards de FCFA, soit 14,1% des prévisions de l'année. Elles sont en diminution de 3,2 milliards de FCFA (3,5%) par rapport à leur niveau de fin mars 2025 qui était de 91,5 milliards de FCFA (15,5%).

### 1.4.1.5 Dépenses d'investissement

Prévues à 563,7 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement sont exécutées à 71,4 milliards de FCFA, soit 12,7% de l'objectif annuel. Elles n'ont pas été exécutées au premier trimestre 2025.

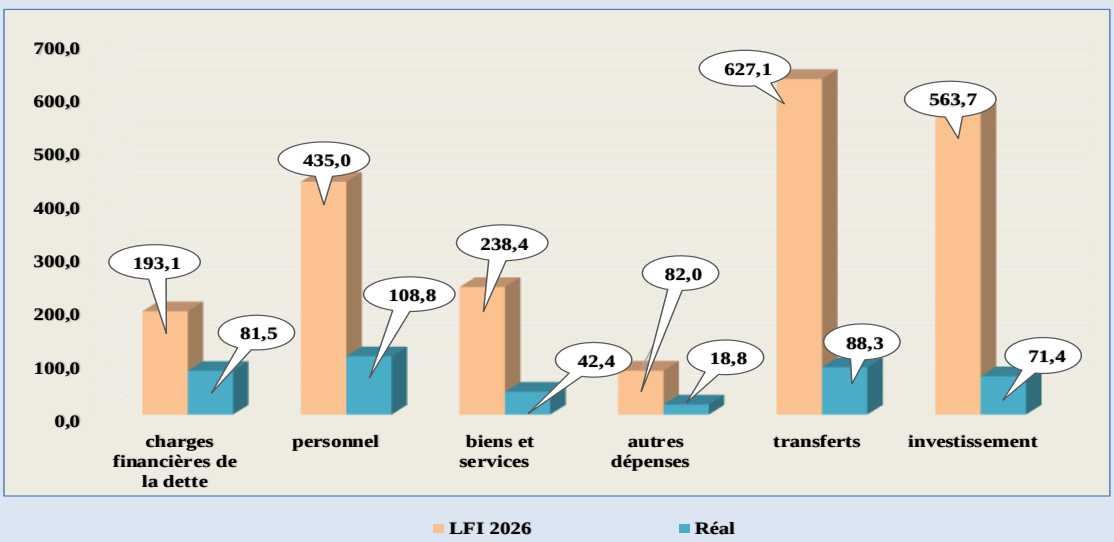
Ces dépenses sont financées à 36,3 milliards de FCFA (11,7%) sur ressources propres et 35,1 milliards de FCFA (13,9%) sur ressources extérieures.

### 1.4.1.6 Autres dépenses

Pour une prévision de 82,0 milliards de FCFA, les autres dépenses (charges communes) sont mandatées à 18,8 milliards de FCFA (22,9%). Elles sont en baisse de 2,6 milliards de FCFA (12,1%) par rapport au niveau de 2025 à la même période, qui était à 21,4 milliards de FCFA (26,4%).

Le graphique ci-dessous présente l'exécution par nature de dépenses à fin mars 2026.

**Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**




Source: **DGB_DEP**

### 1.4.2 Dépenses des budgets annexes

Prévues à 9,2 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes sont mandatées à 0,4 milliard de FCFA (3,9%), contre 0,0 milliard de FCFA (0,4%) en 2025 et à la même période.

### 1.4.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor

Au premier trimestre, les dépenses des comptes spéciaux du trésor sont exécutées à 17,6 milliards de FCFA pour une prévision de 171,7 milliards de FCFA (10,2%), contre 15,6 milliards de FCFA (12,0%) exécutées une année auparavant et à la même période.

## 1.5 Exécution des dépenses par programme et dotation

Le budget général pour 2026 s'élève à 2 139,3 milliards de FCFA, reparti en cent trente-neuf (139) programmes budgétaires concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au sein des ministères et vingt et une (22) dotations au profit des institutions et ministères. Ces programmes et dotations sont rattachés aux trente-huit (38) ministères et vingt-une (21) institutions.

### 1.5.1 Dépenses par programme

Au 31 mars 2026, les programmes budgétaires affichent une exécution de 339,0 milliards de FCFA représentant 16,9% des prévisions annuelles de 2 005,0 milliards de FCFA.

### 1.5.2 Dépenses par dotation

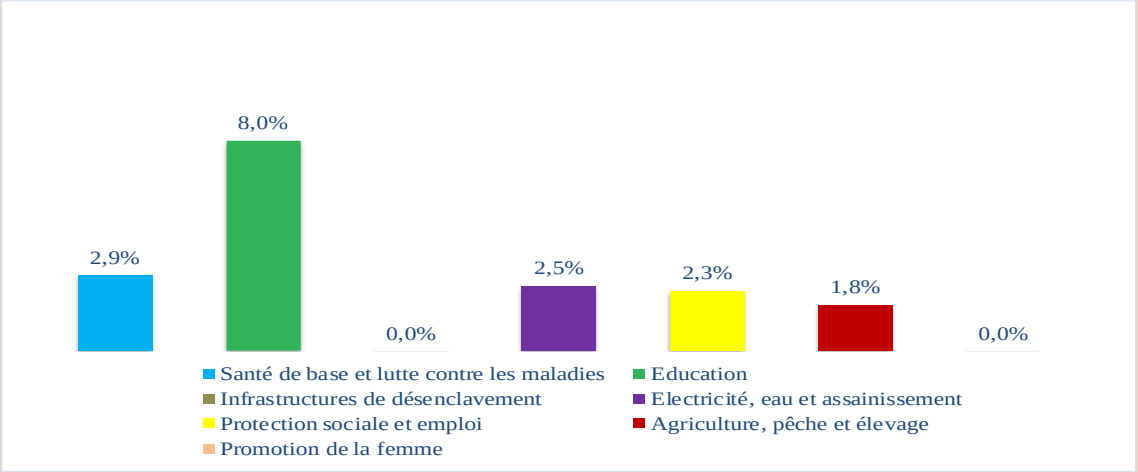
Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les institutions et la couverture des dépenses accidentelles, s'établissent à 37,0 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 134,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 27,5%.

## 1.6 Exécution des dépenses sociales

La situation des dépenses sociales au 31 mars 2026 présente un niveau d'exécution de 25,8 milliards de FCFA, pour une enveloppe annuelle de 652,2 milliards de FCFA (4,0%) contre 55,7 milliards de FCFA (9,7%) à la même période de l'année précédente. Ce taux d'exécution est influencé par le secteur de l'éducation (8,0%) suivi du secteur de la santé de base et lutte contre les maladies et (2,9%) et de l'électricité, eau et assainissement (2,5%).

Le graphique ci-dessous donne une vue globale de l'exécution des dépenses sociales à fin mars 2026.

**Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 mars 2026**




Source: **DGB**

### 1.6.1 Dépenses sociales par nature

L'exécution des dépenses sociales par nature à fin mars se présente comme suit :

- ✓ les dépenses de biens et services, pour une prévision de 11,9 milliards de FCFA, ont connu un niveau d'exécution de 0,3 milliard de FCFA (2,4%), contre 2,1 milliards de FCFA au 31 mars 2025 ;
- ✓ les dépenses de transfert sont exécutées à 25,5 milliards de FCFA (7,7%) contre 53,6 milliards de FCFA une année auparavant ;
- ✓ les dépenses d'investissement n'ont pas connu d'exécution comme l'année dernière à la même période.

### 1.6.2 Dépenses sociales par secteur

Au 31 mars 2026, le taux d'exécution des dépenses sociales est dominé par celui du secteur de l'éducation.

L'exécution de ces dépenses se résume de la manière suivante :

- ***Santé de base et lutte contre les maladies***

Prévues pour un montant global de 187,1 milliards de FCFA, les dépenses liées à ce secteur sont exécutées à 5,4 milliards de FCFA (2,9%) contre 23,9 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Ce taux est en baisse, tiré par le programme de lutte contre les maladies non transmissibles (28,2%).

- ***Education***

Pour une enveloppe globale de 196,2 milliards de FCFA, l'exécution au 31 mars de ce secteur est de 15,7 milliards de FCFA, soit un taux de 8,0%. Ce taux est en régression de 4,9% par rapport à l'année dernière et à la même période. Il est tiré par le programme renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche (15,3%).

- ***Infrastructures de désenclavement***

Prévues à 63,7 milliards de FCFA en 2026, les dépenses de ce secteur n'ont pas connu d'exécution comme l'année dernière, à la même période.

- ***Electricité, eau et assainissement***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 2,8 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 111,3 milliards de FCFA (2,5%) contre 4,5 milliards de FCFA (5,3%) en mars 2025. Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme assainissement des villes (5,0%).

- ***Protection sociale et emploi***

Au 31 mars 2026 les dépenses de ce secteur sont exécutées à 1,4 milliard de FCFA pour une prévision de 61,9 milliards de FCFA (2,3%) contre 3,9 milliards de FCFA (6,4%) au 31 mars 2025.elles sont tirées par la prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue.

- ***Agriculture, pêche et élevage***

Pour une prévision de 25,5 milliards de FCFA, les dépenses de ce secteur sont exécutées à 0,4 milliard de FCFA (1,8%) contre 1,0 milliards de FCFA (4,4%) à la même période en 2025, particulièrement en lien avec le programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles (12,7%).

- ***Promotion de la femme***

Pour une enveloppe prévisionnelle de 6,4 milliards de FCFA, ces dépenses à fin mars, n'ont pas connu d'exécution, contre 1,4 milliard FCFA (22,0%) l'année dernière à la même période.

## EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 MARS

La situation détaillée de chaque solde au 31 mars est décrite comme suit :

### 2.1 Solde budgétaire global

Au 31 mars 2026, le solde budgétaire global dons inclus est ressorti excédentaire à 2,0 milliards de FCFA, pour une prévision de 230,4 milliards de FCFA. Comparé au niveau atteint au 31 mars 2025 (109,8 milliards de FCFA), ce solde a significativement baissé.

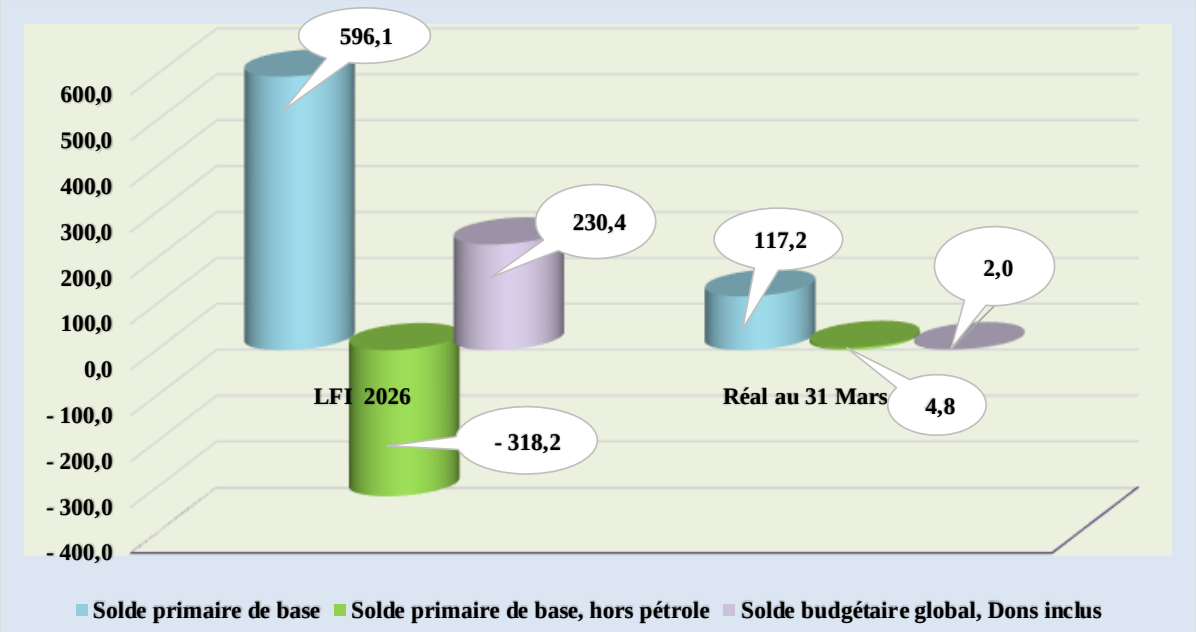
### 2.2 Solde primaire de base

Pour une prévision de 596,1 milliards de FCFA, le solde primaire de base s'est établi à 117,2 milliards de FCFA à fin mars 2026, contre 179,2 milliards de FCFA à fin mars 2025, soit une dégradation de 34,5%.

### 2.3 Solde primaire de base hors pétrole

Projeté à – 318,2 milliards de FCFA, le solde primaire de base hors pétrole est ressorti à 4,8 milliards de FCFA à fin mars 2026, contre – 15,3 milliards de FCFA en 2025 et à la même période.

**Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**




Source: **DGB_DEP**

## OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN MARS

Au 31 mars 2026, la situation détaillée des principaux postes des opérations de trésorerie et de financement se présente comme suit :

### 3.1 Situation du financement extérieur

La situation du financement extérieur net se chiffre à 119,9 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 115,6 milliards de FCFA, contre -110,9 milliards de FCFA l'année passée et à la même période. Cette situation est tirée respectivement par les autres prêts extérieurs (Euro bond) à 387,3 milliards de FCFA, les prêts-projets 33,7 milliards de FCFA et le paiement net de la dette à 301,1 milliards de FCFA.

#### 3.1.1 Tirages

Prévus à 411,2 milliards de FCFA, les tirages effectués s'élèvent à 421,0 milliards de FCFA (102,4%) essentiellement constitués des autres prêts extérieurs (Euro bond).

#### 3.1.2 Amortissement de la dette extérieure

Pour une prévision annuelle de -295,6 milliards de FCFA, la dette extérieure est amortie à fin mars 2026 à hauteur de 301,1 milliards de FCFA (101,8%), contre 110,9 milliards de FCFA l'année passée à la même période.

### 3.2 Situation du financement intérieur

A fin mars 2026, la situation du financement intérieur est ressortie positive à 36,2 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de -346,0 milliards de FCFA, contre – 73,8 milliards de FCFA l'année dernière, à la même période. Cette situation est consécutive au niveau élevé des tirages effectués comparativement aux remboursements effectués.

#### 3.2.1 Apport du système bancaire

A fin mars 2026, la position nette du gouvernement est débitrice du système bancaire de 121,9 milliards de FCFA, contre 14,7 milliards de FCFA à fin mars 2025. Cette situation est consécutive à la mobilisation nette de 97,1 milliards de FCFA auprès de la BEAC et 24,8 milliards de FCFA aux banques commerciales.

#### 3.2.2 Titre publics non-résidents

Au 31 mars, le volume des titres publics (Trésor) levé sur le marché notamment auprès des souscripteurs non-résidents s'est élevé à 213,6 milliards de FCFA, contre 117,5 milliards de

FCFA l'année dernière. Les remboursements des titres publics aux non-résidents sont effectués à hauteur de 234,7 milliards de FCFA, contre 150,3 milliards de FCFA l'année dernière.

### 3.2.3 Remboursement de la dette intérieure

Pour une prévision annuelle de -322,7 milliards de FCFA, les paiements au titre de la dette intérieure sont effectués à hauteur de 27,0 milliards de FCFA (8,4%) contre 17,9 milliards de FCFA en 2025 et à la même période, dont 16,1 milliards de FCFA au titre des arriérés sociaux et 10,8 milliards de FCFA au titre des arriérés commerciaux.

## 3.3 Solde de financement et de trésorerie

Au 31 mars, la situation de financement et de trésorerie affiche un excédent de financement de 40,5 milliards de FCFA contre un gap de 41,0 milliards de FCFA enregistré l'année passée et à la même période. Cet excédent de financement et de trésorerie résulte du niveau élevé des ressources de financement mobilisée.

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des opérations de financement et de trésorerie.

**Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 mars 2026 (en milliards de FCFA)**

| | Prév | Réal. fin Mars | % Réal |
|---|---|---|---|
| **IV,- FINANCEMENT** | **-230,4** | **156,1** | **-67,8%** |
| **IV.1- EXTERIEUR NET** | **115,6** | **119,9** | **103,7%** |
| **Tirages** | **411,2** | **421,0** | **102,4%** |
| Prêts projets (ressources extérieures affectées) | 172,6 | 33,7 | 19,5% |
| Appuis budgétaires | 0,0 | 0,0 | |
| Autres prêts extérieurs | 238,6 | 387,3 | |
| **Amortissements nets** | **-295,6** | **-301,1** | **101,8%** |
| Amortissement dû | -295,6 | -310,3 | 105,0% |
| *Variations d'arriérés extérieurs* | 0,0 | 9,2 | |
| *Accumulation d'arriérés extérieurs principal* | 0,0 | 12,7 | |
| *Réduction d'arriérés extérieurs antérieurs* | 0,0 | -3,5 | |
| Réechelonnements attendus | 0,0 | 0,0 | |
| Annulation | 0,0 | 0,0 | |
| **Exim Bank** | **0,0** | **0,0** | |
| **IV.2- INTERIEUR NET** | **-346,0** | **36,2** | **-10,5%** |
| **Système bancaire** | **-123,2** | **121,9** | **-99,0%** |
| **Système bancaire intérieur (net)** | **-123,2** | **121,9** | **-99,0%** |
| **BEAC** | **-14,6** | **97,1** | **-663,1%** |
| Contrepartie FMI | 0,0 | 2,6 | |
| FRPC-FEC | 0,0 | 0,7 | |
| Tirages DTS | 0,0 | 1,8 | |
| Autres | -14,6 | 94,5 | -645,5% |
| **Banques commerciales** | **-108,5** | **24,8** | **-22,9%** |
| **Non bancaire** | **-222,9** | **-85,7** | 38,5% |
| Titres publics non résidents | 0,0 | -21,0 | |
| Souscriptions | 0,0 | 213,6 | |
| Remboursements | 0,0 | -234,7 | |
| Emission emprunts obligataires | 137,6 | 0,0 | |
| Remboursement des emprunts obligataires | -37,7 | -37,7 | |
| Remboursement dette intérieure | -322,7 | -27,0 | 8,4% |
| Arriérés sociaux | -109,7 | -16,1 | 14,7% |
| Retraite | -89,7 | -16,1 | 18,0% |
| Autres arriérés | -20,0 | 0,0 | 0,0% |
| Arriérés commerciaux | -180,5 | -10,8 | 6,0% |
| Situation du 4 Mars | -32,5 | 0,0 | |
| **ECART DE FINANCEMENT GLOBAL** | **0,0** | **40,5** | |

Source: **CCA_DEP**

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2026

| NATURE DES RECETTES | PREVISIONS LFI 2026 | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | (%) REAL/PREVLFI |
|---|---|---|---|
| **I.1- Recettes budgétaires** | **2 550,5** | **431,3** | **16,9** |
| **Recettes fiscales** | **1 255,0** | **250,0** | **19,9** |
| Impôts et taxes intérieurs | 1 005,0 | 202,2 | 20,1 |
| Droits et taxes de douanes | 250,0 | 47,8 | 19,1 |
| **Dons et legs et fonds de concours** | **79,5** | **1,5** | 1,8 |
| Dons ordinaires et legs | 79,5 | 1,5 | 1,8 |
| **Autres recettes** | **1 120,3** | **162,9** | **14,5** |
| Redevance forestière | 14,1 | 4,4 | 31,0 |
| Redevance minière | 1,0 | 0,1 | 9,3 |
| Recettes de portefeuille | 32,2 | 0,0 | 0,0 |
| Intérêts de placement | 0,0 | 0,0 | |
| Dividendes | 32,2 | 0,0 | 0,0 |
| Redevance superficiaire | 3,0 | 1,5 | |
| Amendes et condamnations pécuniaires | 2,0 | 0,0 | 0,0 |
| Droits et frais administratifs | 24,1 | 3,2 | 13,2 |
| Vente de gaz | 81,0 | 3,6 | 4,5 |
| Recettes pétrolières | 963,0 | 145,3 | 15,1 |
| Produits de vente des cargaisons | 834,6 | 81,0 | 9,7 |
| Transferts pétroliers | 47,0 | 32,6 | |
| Produits de commercialisation | 34,7 | 31,4 | |
| Bonus pétrolier | 44,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes contributions au fonds de prévisions d | 0,0 | 0,3 | |
| Zone d'unitization | 1,0 | 0,0 | |
| **Cotisations sociales** | **95,7** | **16,9** | **17,7** |
| Au profit de la CRF | 66,4 | 15,7 | 23,7 |
| Part patronale | 44,2 | 10,5 | 23,7 |
| Part ouvrière | 22,1 | 5,2 | 23,7 |
| Au profit de la CNSS | 4,3 | 1,2 | 27,5 |
| Part patronale | 3,8 | 1,0 | 27,5 |
| Part ouvrière | 0,5 | 0,1 | 27,1 |
| Au profit de la CAMU | 25,1 | 0,0 | 0,0 |
| Part patronale | 16,6 | 0,0 | 0,0 |
| Part ouvrière | 8,4 | 0,0 | 0,0 |

**Source** : DGB

## ANNEXE 2 : EXECUTION DES RECETTES DES IMPOTS ET TAXES AU 31 MARS 2026

| NATURE D'IMPÔTS | TOTAL |
|---|---|
| ***Impots directs*** | ***112 005 349 565*** |
| ***Impots sur le revenu des personnes physiques*** | ***48 197 794 409*** |
| *Acomptes Traitements et salaires* | *38 216 140 998* |
| *Acomptes Bénéfices industriels, commerciaux et artisanaux* | *82 700 144* |
| *Acomptes Bénéfices non commerciaux* | *938 748 284* |
| *Acompte RCM (IRVM des particuliers)* | *3 429 269 095* |
| *Autres impôts sur les revenus* | *5 530 935 888* |
| ***Impôts sur les Sociétés*** | ***60 660 998 655*** |
| *Acompte impot sur le bénéfice des sociétés* | *5 928 692 674* |
| *Minimum de perception/IS* | *10 199 293 700* |
| *Impôt forfaitaire sur les sociétés* | *24 894 479 272* |
| *Impôt sur le revenu des valeurs mobilières* | *590 158 932* |
| *Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières* | *5 354 085 883* |
| *Autres impôts sur les sociétés* | *13 694 288 194* |
| ***Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations*** | ***1 923 069 797*** |
| *Taxe unique sur les salaires* | *1 923 069 797* |
| ***Impôts sur le patrimoine*** | ***160 266 915*** |
| *Immatriculation* | *25 113 700* |
| *Inscription* | *42 780 561* |
| *Transcriptions* | *68 795 915* |
| *Radiation* | *23 069 239* |
| *Autres mutations et conventions* | *507 500* |
| ***Autres impôts directs*** | ***1 063 219 789*** |
| *Impots global forfaitaire* | *700 852 269* |
| *CAMU* | *362 367 520* |
| ***Impôts indirects*** | ***90 197 155 945*** |
| ***Impots et taxes intérieurs sur les biens et services*** | ***85 616 890 580*** |
| ***TVA nette*** | ***66 893 240 622*** |
| *TVA intérieure* | *33 484 188 418* |
| *TVA douane* | *24 532 623 794* |
| *TVA PED* | *8 876 428 410* |
| *Droits d'Accises* | *9 317 821 723* |
| *Taxe sur les transferts des fonds* | *4 170 380 026* |
| *Taxe sur le trafic des communications électroniques* | *1 912 379 659* |
| *Taxe spécifique sur les jeux de hasard et d'argent* | *287 556 416* |
| *Taxe sur abonnements et réabonnements télévisuelle* | *578 837 878* |
| *Taxe sur les contrats d'assurance* | *2 143 108 804* |
| *Taxe sur les billets d'avions V.I.* | *156 804 000* |
| *Redevance audiovisuelle et d'électrification rurale* | *156 761 452* |
| ***Droits d'enregistrement et de timbre*** | ***4 580 265 365*** |
| *Droits d'enregistrement* | *4 142 644 059* |
| *Droit de timbre sur titres de transports aérien* | *177 515 100* |
| *Droit de Timbres sur les véhicules automobiles* | *133 821 956* |
| *Timbre électronique fiscal* | *126 284 250* |
| ***TOTAL IMPÔTS ET TAXES INTERIEURS*** | ***202 202 505 510*** |

**Source** : DEP/DGID

## ANNEXE 3 : EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2025

| NATURE DES DEPENSES | PREVISIONS LFI 2026 | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | (%) REAL/PREVLFI |
|---|---|---|---|
| **I.2- Dépenses budgétaires** | **2 320,2** | **429,3** | **18,5** |
| **I.2.1- Dépenses courantes** | **1 575,6** | **339,9** | **21,6** |
| Personnel | 435,0 | 108,8 | 25,0 |
| ***Autres dépenses courantes*** | ***1 140,6*** | ***231,1*** | **20,3** |
| *dont dépenses sociales* | *344,0* | *25,8* | **7,5** |
| Biens et services | 238,4 | 42,4 | 17,8 |
| *dont dépenses sociales* | 11,9 | 0,3 | 2,4 |
| Autres dépenses | 82,0 | 18,8 | 22,9 |
| Transferts | 627,1 | 88,3 | 14,1 |
| *Transfert traditionnels* | 504,9 | 36,2 | 7,2 |
| *dont transfert sociaux* | 332,1 | *25,5* | 7,7 |
| *Transfert secteur pétrolier* | 47,0 | 32,6 | 69,5 |
| *Taxe maritime* | *1,4* | 0,0 | |
| *Yanga-Sendji* | *6,0* | 1,5 | |
| *Fonctionnement CEC* | *39,1* | 31,0 | 79,2 |
| *Transfert CORAF* | *0,0* | 0,0 | |
| *Autres transferts* | *0,5* | 0,2 | |
| *Contribution transp.en commun* | *0,0* | 0,0 | |
| *Elections* | *30,0* | 12,5 | |
| *Collectivités locales* | *30,0* | 7,0 | 23,2 |
| *Contribution à la stab. des px des pro* | 45,2 | 0,0 | |
| *Charges financières de la dette* | 193,1 | 81,5 | 42,2 |
| *Intérêts dette intérieure* | 116,7 | 58,1 | 49,8 |
| *Intérêts dette extérieure* | 76,4 | 23,4 | 30,6 |
| **I.2.2- Investissement** | **563,7** | **71,4** | **12,7** |
| *sur ressources internes* | *311,5* | 36,3 | 11,7 |
| *dont dépenses sociales* | *148,0* | 0,0 | |
| *sur ressources externes* | *252,2* | 35,1 | 13,9 |
| *dont dépenses sociales* | *160,2* | 0,0 | |
| **I.2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor** | **180,9** | **17,9** | **9,9** |
| *Budgets annexes* | *9,2* | *0,4* | 3,9 |
| *Comptes spéciaux* | *171,7* | *17,6* | *10,2* |

**Source** : DGB

# ANNEXE 4 : EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME AU 31 MARS 2026
# (Hors dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures)

*(Base ordonnancement)*

| CODE | LIBELLE | PREVISIONS 2026 CP | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | % d'exéc |
|---|---|---|---|---|
| **Code 21** | **Primature** | **21 970 847 994** | **1 801 556 241** | **8,2** |
| 001 | Pilotage de la politique de la Primature | 8 883 776 760 | 24 032 000 | 0,3 |
| 002 | Stratégie Gouvernementale | 8 323 481 369 | 1 690 744 011 | 20,3 |
| 003 | Interventions spécifiques | 4 763 589 865 | 86 780 230 | 1,8 |
| **Code 22** | **Défense nationale** | **121 257 294 540** | **30 407 679 923** | **25,1** |
| 023 | Pilotage de la politique du ministère | 69 301 558 632 | 22 597 307 040 | 32,6 |
| 024 | Défense du territoire et consolidation de la paix | 37 453 952 191 | 7 705 915 062 | 20,6 |
| 025 | Equipement et infrastructures militaires | 9 996 245 234 | 96 457 822 | 1,0 |
| 026 | Stratégie, recherche et justice militaire | 4 505 538 483 | 8 000 000 | 0,2 |
| **Code 23** | **Intérieur et décentralisation** | **181 546 346 898** | **33 276 204 096** | **18,3** |
| 027 | Pilotage de la politique du ministère | 83 574 730 928 | 14 093 356 306 | 16,9 |
| 028 | Administration du territoire | 9 646 830 401 | 1 054 444 202 | 10,9 |
| 029 | Décentralisation | 50 520 387 928 | 7 385 972 345 | 14,6 |
| 030 | Ordre public et sûreté nationale | 23 129 697 859 | 6 078 953 953 | 26,3 |
| 031 | Prévention et gestion des risques et catastrophes | 2 932 715 825 | 293 803 124 | 10,0 |
| 032 | Gendarmerie nationale | 11 741 983 957 | 4 369 674 166 | 37,2 |
| **Code 24** | **Justice, des droits humains et promotion des peuples autochtones** | **39 942 705 123** | **8 421 021 553** | **21,1** |
| 063 | Pilotage de la politique du ministère | 8 111 971 160 | 87 629 597 | 1,1 |
| 064 | Justice judiciaire | 20 556 959 723 | 7 282 487 586 | 35,4 |
| 065 | Administration pénitentiaire | 8 498 221 245 | 749 025 931 | 8,8 |
| 066 | Droits humains | 1 373 983 325 | 52 625 439 | 3,8 |
| 067 | Promotion des peuples autochtones | 1 401 569 670 | 249 253 000 | 17,8 |
| **Code 26** | **Communication et médias, porte-parole du Gouvernement** | **26 011 237 436** | **2 530 775 463** | **9,7** |
| 054 | Pilotage de la politique du ministère | 6 054 344 818 | 904 181 247 | 14,9 |
| 055 | Audiovisuel national | 16 857 152 569 | 1 396 386 295 | 8,3 |
| 056 | Presse écrite et communication institutionnelle | 3 099 740 049 | 230 207 920 | 7,4 |
| **Code 27** | **Affaires foncières et domaine public chargé des relations avec le Parlement** | **9 506 481 256** | **943 486 798** | **9,9** |
| 015 | Pilotage de la politique du ministère | 1 862 669 819 | 185 831 977 | 10,0 |
| 016 | Accès au foncier | 4 293 085 877 | 753 198 472 | 17,5 |
| 017 | Domaine de l'Etat | 3 350 725 560 | 4 456 349 | 0,1 |
| **Code 30** | **Construction, urbanisme et Habitat** | **12 132 680 192** | **470 607 279** | **3,9** |
| 074 | Pilotage de la politique du ministère | 3 050 267 102 | 119 689 561 | 3,9 |
| 075 | Maîtrise d'ouvrage déléguée et construction | 3 508 946 090 | 341 649 079 | 9,7 |
| 076 | Urbanisme et habitat | 5 573 467 000 | 9 268 638 | 0,2 |
| **Code 32** | **Affaires sociales, solidarité et action humanitaire** | **38 322 517 987** | **1 910 028 365** | **5,0** |
| 127 | Pilotage de la politique du ministère | 20 090 026 938 | 305 685 374 | 1,5 |
| 128 | Action sociale | 17 449 806 284 | 1 591 548 586 | 9,1 |
| 129 | Action humanitaire | 782 684 765 | 12 794 405 | 1,6 |
| **Code 37** | **Commerce, approvisionnements et consommation** | **6 359 793 857** | **985 015 996** | **15,5** |
| 008 | Pilotage de la politique du ministère | 2 764 526 159 | 233 886 303 | 8,5 |
| 009 | Commerce intérieur et approvisionnement du marché | 1 810 898 043 | 437 029 915 | 24,1 |
| 010 | Commerce extérieur | 400 969 942 | 109 307 660 | 27,3 |
| 011 | Régulation du marché et contrôle qualité | 1 383 399 713 | 204 792 118 | 14,8 |
| **Code 38** | **Petites et moyennes entreprises, artisanat** | **8 363 124 207** | **742 714 763** | **8,9** |
| 102 | Pilotage de la politique du ministère | 3 241 951 584 | 142 500 000 | 4,4 |
| 103 | Développement des petites et moyennes entreprises | 2 909 374 054 | 403 972 078 | 13,9 |
| 104 | Développement de l'artisanat | 2 211 798 569 | 196 242 685 | 8,9 |
| **Code 41** | **Energie et Hydraulique** | **64 665 232 532** | **445 663 510** | **0,7** |
| 090 | Pilotage de la politique du ministère | 3 591 958 989 | 7 381 242 | 0,2 |
| 091 | Approvisionnement énergétique | 28 471 403 457 | 284 716 575 | 1,0 |
| 141 | Approvisionnement en eau | 32 601 870 086 | 153 565 693 | 0,5 |
| **Code 42** | **Hydrocarbures** | **55 069 393 756** | **32 685 221 264** | **59,4** |
| 049 | Pilotage de la politique du ministère | 53 215 131 777 | 32 503 441 530 | 61,1 |
| 050 | Gestion de l'amont pétrolier | 251 110 853 | 162 835 713 | 64,8 |
| 051 | Gestion de l'aval pétrolier | 1 049 348 057 | 16 121 957 | 1,5 |
| 052 | Valorisation du gaz naturel | 233 600 989 | 0 | 0,0 |
| 053 | Economie, trading et audits pétroliers | 320 202 080 | 2 822 064 | 0,9 |

**Source** : DGB

| | | (Base ordonnancement) | | |
|---|---|---|---|---|
| CODE | LIBELLE | PREVISIONS 2026 CP | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | % d'exéc |
| **Code 44** | **Transports, aviation civile et marine marchande** | **26 099 385 384** | **877 799 731** | **3,4** |
| 060 | Pilotage de la politique du ministère | 3 090 598 355 | 319 941 423 | 10,4 |
| 061 | Transports terrestre et aérien | 20 242 823 267 | 518 258 308 | 2,6 |
| 062 | Transport maritime | 2 765 963 762 | 39 600 000 | 1,4 |
| **Code 45** | **Postes, télécommunications et économie numérique** | **31 205 538 063** | **454 157 528** | **1,5** |
| 117 | Pilotage de la politique du ministère | 1 065 948 780 | 181 201 704 | 17,0 |
| 118 | Poste, télécommunication et économie numérique | 30 139 589 283 | 272 955 823 | 0,9 |
| **Code 46** | **Agriculture, élevage et pêche** | **34 149 937 934** | **2 461 962 510** | **7,2** |
| 040 | Pilotage de la politique du ministère | 6 380 030 006 | 245 258 885 | 3,8 |
| 041 | Production végétale | 22 505 444 871 | 1 768 018 252 | 7,9 |
| 042 | Production animale | 2 879 642 307 | 54 303 468 | 1,9 |
| 043 | Pêche et aquaculture durable | 2 384 820 750 | 394 381 905 | 16,5 |
| **Code 47** | **Economie forestière** | **21 552 344 451** | **1 147 181 236** | **5,3** |
| 081 | Pilotage de la politique du ministère | 2 294 819 519 | 50 497 696 | 2,2 |
| 082 | Economie Forestière | 19 257 524 932 | 1 096 683 539 | 5,7 |
| **Code 51** | **Enseignement supérieur** | **123 455 787 411** | **540 555 037** | **0,4** |
| 105 | Pilotage de la politique du ministère | 4 191 843 353 | 214 194 553 | 5,1 |
| 106 | Développement de l'enseignent supérieur | 96 203 063 480 | 1 607 130 | 0,0 |
| 107 | Vie de l'étudiant | 23 060 880 578 | 324 753 353 | 1,4 |
| **Code 54** | **Recherche scientifique et innovation technologique** | **7 953 226 131** | **207 442 064** | **2,6** |
| 142 | Pilotage de la politique du ministère | 1 995 631 980 | 131 189 641 | 6,6 |
| 108 | Recherche scientifique | 4 754 241 275 | 30 341 589 | 0,6 |
| 109 | Innovation technologique | 1 203 352 876 | 45 910 834 | 3,8 |
| **Code 56** | **Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle** | **8 478 984 776** | **353 424 837** | **4,2** |
| 119 | Pilotage de la politique du ministère | 3 056 186 841 | 101 292 208 | 3,3 |
| 120 | Promotion de la femme congolaise | 2 227 314 224 | 217 873 549 | 9,8 |
| 121 | Intégration de la femme au développement économique | 1 968 216 252 | 10 259 080 | 0,5 |
| 122 | Economie informelle | 1 227 267 459 | 24 000 000 | 2,0 |
| **Code 57** | **Fonction publique, travail et sécurité sociale** | **36 902 997 904** | **7 557 037 658** | **20,5** |
| 004 | Pilotage de la politique du ministère | 11 641 594 782 | 1 024 606 865 | 8,8 |
| 005 | Gestion des ressources humaines de l'Etat | 18 807 882 567 | 5 599 544 500 | 29,8 |
| 006 | Conditions de travail | 3 195 532 420 | 878 097 619 | 27,5 |
| 007 | Protection sociale | 3 257 988 135 | 54 788 673 | 1,7 |
| **Code 58** | **Santé et population** | **228 967 180 587** | **10 253 084 393** | **4,5** |
| 083 | Pilotage de la politique du ministère | 48 934 411 158 | 377 202 300 | 0,8 |
| 084 | Offre des soins | 57 397 315 624 | 86 580 546 | 0,2 |
| 085 | Accès aux soins | 109 412 523 372 | 9 338 906 838 | 8,5 |
| 086 | Population-santé | 13 222 930 433 | 450 394 708 | 3,4 |
| **Code 63** | **Coopération internationale et promotion du partenariat public-privé** | **10 864 379 469** | **487 987 453** | **4,5** |
| 087 | Pilotage de la politique du ministère | 10 419 179 469 | 487 987 453 | 4,7 |
| 088 | Coopération internationale | 290 200 000 | 0 | 0,0 |
| 089 | Partenariat Public-Privé | 155 000 000 | 0 | 0,0 |
| **Code 64** | **Contrôle de l'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs** | **4 002 761 627** | **212 000 000** | **5,3** |
| 033 | Pilotage de la politique du ministère | 2 084 304 669 | 0 | 0,0 |
| 034 | Contrôle d'Etat | 1 034 675 711 | 150 000 000 | 14,5 |
| 035 | Qualité du service public | 486 564 380 | 41 000 000 | 8,4 |
| 036 | Lutte contre les antivaleurs | 397 216 867 | 21 000 000 | 5,3 |
| **Code 66** | **Industries minières et géologie** | **6 329 576 428** | **372 960 905** | **5,9** |
| 012 | Pilotage de la politique du ministère | 2 305 209 131 | 102 952 466 | 4,5 |
| 013 | Ressources minérales | 2 650 886 906 | 55 316 088 | 2,1 |
| 014 | Ressources minières | 1 373 480 391 | 214 692 350 | 15,6 |
| **Code 69** | **Affaires étrangères, francophonie et Congolais de l'étranger** | **44 983 894 298** | **11 502 949 504** | **25,6** |
| 037 | Pilotage de la politique du ministère | 8 936 196 876 | 3 447 633 481 | 38,6 |
| 038 | Réseau diplomatique | 35 765 480 038 | 8 046 621 491 | 22,5 |
| 039 | Affaires consulaires | 282 217 384 | 8 694 532 | 3,1 |

**Source** : DGB

*(Base ordonnancement)*

| CODE | LIBELLE | PREVISIONS 2026 CP | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | % d'exéc |
|---|---|---|---|---|
| **Code 70** | **Finances, Budget et portefeuille public** | **374 006 999 286** | **105 713 837 942** | **28,3** |
| 044 | Pilotage de la politique du ministère | 36 336 265 592 | 5 251 978 091 | 14,5 |
| 046 | Relations monétaires et financières | 5 952 548 189 | 92 980 076 | 1,6 |
| 047 | Mobilisation des recettes budgétaires | 28 213 505 123 | 6 346 417 229 | 22,5 |
| 048 | Gestion de la trésorerie et de la dette | 215 486 641 432 | 84 546 276 362 | 39,2 |
| 124 | Budget et contrôle budgétaire | 84 708 090 317 | 9 240 291 383 | 10,9 |
| 125 | Comptabilité publique | 650 000 000 | 168 142 232 | 25,9 |
| 126 | Portefeuille public | 1 136 527 417 | 0 | 0,0 |
| 139 | Développement du secteur financier | 1 523 421 216 | 67 752 570 | 4,4 |
| **Code 71** | **Zones économiques spéciales et diversification économique** | **2 438 876 565** | **149 725 718** | **6,1** |
| 057 | Pilotage de la politique du ministère | 1 203 832 126 | 56 385 069 | 4,7 |
| 058 | Développement des zones économiques spéciales | 1 113 226 475 | 93 340 649 | 8,4 |
| 059 | Diversification économique | 121 817 964 | 0 | 0,0 |
| **Code 73** | **Environnement, développement durable et bassin du Congo** | **5 166 230 062** | **178 284 400** | **3,5** |
| 077 | Pilotage de la politique du ministère | 2 451 145 787 | 17 204 126 | 0,7 |
| 078 | Développement durable | 575 863 182 | 0 | 0,0 |
| 079 | Environnement | 1 859 524 575 | 161 080 274 | 8,7 |
| 080 | Bassin du Congo | 279 696 518 | 0 | 0,0 |
| **Code 74** | **Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi** | **32 783 827 207** | **4 167 377 249** | **12,7** |
| 093 | Pilotage de la politique du ministère | 7 967 419 843 | 577 148 528 | 7,2 |
| 094 | Encadrement de la jeunesse | 7 135 474 115 | 1 022 371 157 | 14,3 |
| 095 | Education civique | 646 175 480 | 7 288 662 | 1,1 |
| 096 | Développement du sport | 7 259 875 860 | 915 723 279 | 12,6 |
| 097 | Education physique | 6 551 801 024 | 1 622 533 253 | 24,8 |
| 098 | Formation qualifiante et emploi | 3 223 080 885 | 22 312 370 | 0,7 |
| **Code 75** | **Développement industriel et promotion du secteur privé** | **8 702 258 214** | **435 025 739** | **5,0** |
| 099 | Pilotage de la politique du ministère | 5 253 176 598 | 141 256 105 | 2,7 |
| 100 | Développement des industries | 2 468 172 471 | 173 491 381 | 7,0 |
| 101 | Promotion du secteur privé | 980 909 145 | 120 278 253 | 12,3 |
| **Code 77** | **Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation** | **141 213 742 496** | **30 464 810 773** | **21,6** |
| 110 | Pilotage de la politique du ministère | 64 603 790 574 | 29 655 577 974 | 45,9 |
| 111 | Education de base | 33 345 859 471 | 409 739 455 | 1,2 |
| 112 | Enseignement secondaire | 40 107 939 140 | 348 045 512 | 0,9 |
| 113 | Alphabétisation | 3 156 153 311 | 51 447 832 | 1,6 |
| **Code 78** | **Enseignement technique et professionnel** | **61 859 054 121** | **9 255 059 895** | **15,0** |
| 114 | Pilotage de la politique du ministère | 29 122 509 762 | 3 096 619 837 | 10,6 |
| 115 | Enseignement technique | 16 791 082 470 | 6 075 386 802 | 36,2 |
| 116 | Enseignement professionnel | 15 945 461 889 | 83 053 256 | 0,5 |
| **Code 80** | **Délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat** | **5 085 878 044** | **94 176 827** | **1,9** |
| 135 | Pilotage de la politique du ministère | 1 960 820 635 | 0 | 0,0 |
| 136 | Réforme de l'Etat | 3 125 057 409 | 94 176 827 | 3,0 |
| **Code 83** | **Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs** | **12 871 930 550** | **1 493 122 634** | **11,6** |
| 130 | Pilotage de la politique du ministère | 3 313 043 818 | 294 821 094 | 8,9 |
| 131 | Arts et lettres | 3 155 647 180 | 425 734 770 | 13,5 |
| 132 | Patrimoine culturel | 2 815 565 949 | 367 542 691 | 13,1 |
| 133 | Tourisme | 3 048 949 482 | 398 693 568 | 13,1 |
| 134 | Loisirs | 538 724 121 | 6 330 512 | 1,2 |
| **Code 86** | **Economie fluviale et voies navigables** | **11 522 564 826** | **75 866 664** | **0,7** |
| 071 | Pilotage de la politique du ministère | 728 000 000 | 60 000 000 | 8,2 |
| 072 | Transport fluvial | 3 387 564 826 | 3 866 664 | 0,1 |
| 073 | Economie et entretien du réseau de navigation | 7 407 000 000 | 12 000 000 | 0,2 |
| **Code 87** | **Aménagement du territoire et des grands travaux** | **106 274 162 440** | **25 686 576 848** | **24,2** |
| 018 | Pilotage de la politique du ministère | 4 362 787 185 | 513 559 796 | 11,8 |
| 019 | Aménagement du territoire | 8 336 480 543 | 130 683 328 | 1,6 |
| 020 | Projets structurants | 83 676 000 000 | 20 900 000 000 | 25,0 |
| 022 | Infrastructures | 9 898 894 712 | 4 142 333 724 | 41,8 |
| **Code 88** | **Economie, Plan et intégration régionale** | **53 910 650 846** | **10 062 473 199** | **18,7** |
| 068 | Pilotage de la politique du ministère | 37 200 559 818 | 8 662 048 099 | 23,3 |
| 069 | Planification et programmation du développement | 12 287 628 981 | 925 645 020 | 7,5 |
| 070 | Intégration régionale | 1 307 799 447 | 0 | 0,0 |
| 140 | Développement de l'économie | 3 114 662 600 | 474 780 080 | 15,2 |
| **Code 89** | **Assainissement urbain, développement local et entretien routier** | **19 070 255 116** | **206 513 676** | **1,1** |
| 143 | Pilotage de la politique du ministère | 1 529 386 153 | 0 | 0,0 |
| 144 | Entretien routier et assainissement urbain | 15 863 492 984 | 206 513 676 | 1,3 |
| 145 | Développement local | 1 677 375 979 | 0 | 0,0 |
| | **TOTAL** | **2 005 000 080 014** | **339 031 369 667** | **16,9** |

**Source** : DGB

# ANNEXE 5 : EXECUTION DES DEPENSES PAR DOTATION AU 31 MARS 2026

*(Base ordonnancement)*

| CODE | DOTATIONS DES INSTITUTIONS | PREVISIONS 2026 CP | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | % d'exéc |
|---|---|---|---|---|
| 901 | Dotation Présidence de la République | 48 482 769 986 | 9 966 948 211 | 20,6 |
| 902 | Dotation Assemblée Nationale | 22 137 050 000 | 5 534 250 000 | 25,0 |
| 903 | Dotation Sénat | 12 280 000 000 | 2 200 000 000 | 17,9 |
| 904 | Dotation Cour supreme | 1 600 000 000 | 320 000 000 | 20,0 |
| 905 | Dotation Cour des comptes et de discipline budgétaire | 3 700 000 000 | 740 000 000 | 20,0 |
| 906 | Dotation Cour constitutionnelle | 1 150 000 000 | 230 000 000 | 20,0 |
| 907 | Dotation Haute Cour de justice | 400 000 000 | 80 000 000 | 20,0 |
| 908 | Dotation Conseil économique, social et environnementa | 1 385 000 000 | 277 000 000 | 20,0 |
| 909 | Dotation Conseil supérieur de la magistrature | 600 000 000 | 120 000 000 | 20,0 |
| 910 | Dotation Médiateur de la République | 950 000 000 | 570 000 000 | 60,0 |
| 911 | Dotation Conseil supérieur de la liberté de communicati | 1 017 100 000 | 203 420 000 | 20,0 |
| 912 | Dotation Commission nationale des droits de l'homme | 2 165 000 000 | 360 832 660 | 16,7 |
| 913 | Dotation Conseil national du dialogue | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 914 | Dotation Conseil consultatif des sages et des notabilités | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 915 | Dotation Conseil des femmes | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 916 | Dotation Conseil consultatif des personnes vivant avec l | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 917 | Dotation Consultatif de la jeunesse | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 918 | Dotation Consultatif de la société civile et des ONG | 150 000 000 | 30 000 000 | 20,0 |
| 919 | Dotation Haute autorité de lutte contre la corruption | 5 000 000 000 | 1 000 000 000 | 20,0 |
| 920 | Dotation Commission nationale de transparence et de r | 2 000 000 000 | 400 000 000 | 20,0 |
| 921 | Conseil superieur de la cour des comptes et de discipli | 500 000 000 | 0 | 0,0 |
| | **TOTAL** | **104 266 919 986** | **22 182 450 871** | **21,3** |

**Source** : DGB

*(Base ordonnancement)*

| CODE | DOTATIONS DES MINISTERES | PREVISIONS 2026 CP | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | % d'exéc |
|---|---|---|---|---|
| 921 | Dotation pour dépenses accidentelles | 30 000 000 000 | 14 779 669 954 | 49,3 |
| | **TOTAL** | **30 000 000 000** | **14 779 669 954** | **49,3** |

**Source** : DGB

# ANNEXE 6 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PAR SECTEUR AU 31 MARS 2026

| DESIGNATION | Prévisions 2026 | Exécution au 31 Mars 2026 | % D'EXECUTION |
|---|---|---|---|
| **Santé de base et lutte contre les maladies** | **187 100 197 440** | **5 404 559 698** | **2,9** |
| -Programme d'acquisition et de gestion des médicaments essentiels et génériques, bilan biologique et réactifs | 7 035 584 549 | 59 545 267 | 0,8 |
| -Programme de la gratuité des médicaments de lutte contre le sida ,bilan biologique et réactif | 15 380 632 901 | 0 | 0,0 |
| -Campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA | 236 397 658 | 0 | 0,0 |
| - Programme de lutte contre le paludisme et les autres maladies | 10 678 367 780 | 0 | 0,0 |
| - Programme de vaccination élargie | 11 516 602 736 | 0 | 0,0 |
| - Riposte aux épidemies | 8 301 382 961 | 0 | 0,0 |
| - Programme de gratuité de la césarienne | 2 262 369 123 | 56 850 000 | 2,5 |
| - Programme de lutte contre la tuberculose | 414 538 419 | 0 | 0,0 |
| - Programme de lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir la trypanosomiase, l'onchocercose… | 821 779 495 | 231 779 495 | 28,2 |
| - Revitalisation des districts sanitaires par l'achat des équipements médico – techniques et fonctionnement des hôpitaux et centres de santé | 90 220 541 818 | 5 056 384 936 | 5,6 |
| - Construction et réhabilitation des hôpitaux généraux et de base ainsi que des centres de santé dans les villes et les centres ruraux | 34 645 000 000 | 0 | 0,0 |
| - Santé de la femme et de l'adolescente | 5 587 000 000 | 0 | 0,0 |
| **Education** | **196 244 950 442** | **15 747 472 650** | **8,0** |
| - Construction et réfection des bâtiments scolaires | 18 999 000 000 | 0 | 0,0 |
| - Programme de gratuité des fournitures scolaires, des manuels scolaires et des frais de scolarité ainsi que du matériel didactique au niveau des établissements primaires et secondaire, d'enseignement général, technique et professionnel | 25 463 265 791 | 2 366 437 039 | 9,3 |
| - Programme des cantines scolaires | 2 848 524 184 | 0 | 0,0 |
| -Renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche | 86 762 279 864 | 13 282 035 611 | 15,3 |
| -Bourses, aides scolaires et universitaires | 22 629 880 602 | 99 000 000 | 0,4 |
| Construction, réhabilitation des infrastructures et équipements universitaires, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique | 39 542 000 000 | 0 | 0,0 |
| **Infrastructures de désenclavement** | **63 747 000 000** | **0** | **0,0** |
| - Construction et réfection des pistes rurales et agricoles à travers le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale ( PDAC) | 0 | 0 | |
| - Entretien des rivières , dragage et balisage | 9 500 000 000 | 0 | 0,0 |
| - Projets communautaires et revitalisation du tissu villageois | 200 000 000 | 0 | 0,0 |
| - Construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts, … | 54 047 000 000 | 0 | 0,0 |
| **Electricité, eau et assainissement** | **111 277 702 968** | **2 781 291 225** | **2,5** |
| - Programme « eau pour tous » afin de poursuivre l'opération d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux | 32 450 281 162 | 68 749 995 | 0,2 |
| - Construction d'ouvrages électriques pour l'accès des populations à l'énergie | 28 867 930 610 | 229 341 773 | 0,8 |
| - Assainissement des villes avec comme corollaire, le curage des caniveaux et la destruction des gites larvaires | 49 959 491 197 | 2 483 199 457 | 5,0 |
| **Protection sociale et emploi** | **61 959 202 766** | **1 434 531 749** | **2,3** |
| - Actions caritatives et les aides sociales | 746 063 655 | 0 | 0,0 |
| - Insertion et réinsertion sociale et économique des handicapés et des minorités | 615 925 168 | 0 | 0,0 |
| - Prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue | 32 323 227 433 | 1 434 531 749 | 4,4 |
| *.Programme national des filets sociaux* | 15 000 000 000 | | |
| - Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des jeunes en général et particulièrement des jeunes désœuvrés | 4 127 594 836 | 0 | 0,0 |
| - Mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle. | 24 146 391 673 | 0 | 0,0 |
| **Agriculture, pêche et élevage** | **25 491 303 447** | **450 372 308** | **1,8** |
| - Programme d'encadrement des maraîchers dans les centres urbains et ruraux | 18 645 000 000 | 0 | 0,0 |
| - Programme de distribution des semences améliorées | 690 278 482 | 0 | 0,0 |
| - Programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles | 3 557 995 196 | 450 372 308 | 12,7 |
| - Programme de démonstration des techniques de l'élevage | 2 467 717 307 | 0 | 0,0 |
| - Programme de métayage bovin | 130 312 462 | 0 | 0,0 |
| **Promotion de la femme** | **6 423 790 824** | **0** | **0,0** |
| - Question du genre | 4 089 234 479 | 0 | 0,0 |
| - Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes filles mères | 2 334 556 345 | 0 | 0,0 |
| **TOTAL** | **652 244 147 887** | **25 818 227 630** | **4,0** |

**Source** : DGB

## ANNEXE 7 : SITUATION DES SOLDES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2026

| SOLDES BUDGETAIRES | PREVISIONS LFI 2026 | EXECUTION AU 31 MARS 2026 | (%) REAL/PREV LFI |
|---|---|---|---|
| **Solde primaire** | **423,4** | **83,6** | **19,7** |
| **Solde primaire hors pétrole** | **-490,9** | **-28,8** | **5,9** |
| **Solde primaire de base** | **596,1** | **117,2** | **19,7** |
| **Solde primaire de base, hors pétrole** | **-318,2** | **4,8** | **-1,5** |
| **Solde budgétaire global, dons inclus** | **230,4** | **2,0** | **0,9** |
| **Solde budgétaire global, dons exclus** | **150,8** | **0,5** | **0,4** |
| **Solde budgétaire global, hors pétrole** | **-683,9** | **-110,4** | **16,1** |
| **VARIATION NETTE DES ARRIERES** | **0,0** | **-117,6** | |
| **- Variation des arriérés extérieurs** | **0,0** | **0,0** | |
| *- Accumulation d'arriérés extérieurs* | 0,0 | 0,0 | |
| *-Réduction d'arriérés extérieurs* | 0,0 | 0,0 | |
| *-Réduction d'arriérés extérieurs(2019)* | 0,0 | 0,0 | |
| **- Variation des arriérés intérieurs** | **0,0** | **-117,6** | |
| *- Accumulation d'arriérés intérieurs* | 0,0 | 15,7 | |
| *-Réduction d'arriérés intérieurs* | 0,0 | -12,0 | |
| *-Réduction d'arriérés intérieurs(année ant.)* | | -121,3 | |
| **SOLDE BASE CAISSE** | **230,4** | **-115,6** | **-50,2** |

**Source** : DGB